

Démocratie au-delà et malgré des élections : l'imaginaire politique postélectoral au Mexique.



Hugo Rangel Torrijo*

Après les élections, l'imaginaire politique de la population frôle la résignation face au cynisme, et le rejet des campagnes de la classe politique (Monsivais, 2009). Comment expliquer cette attitude dans un pays qui a vécu pendant longtemps dans un régime de parti unique? Pourquoi la population est devenue désenchantée à l'égard des élections? D'une part, ceci est expliqué, comme on le constate dans *la section I*, parce que le gouvernement n'a pas répondu aux demandes de la société; notamment aux besoins de la démocratisation du pays. D'autre part, lors des élections, l'imaginaire politique au Mexique a été manipulé par le discours et les médias. L'agenda du groupe au pouvoir a été imposé en dépit d'un vrai débat national. Par exemple, on présente la violence comme la seule stratégie de sécurité et on refuse des programmes sociaux et de toute intervention des institutions publiques.

Il faut noter qu'on emploie ici ce concept d'imaginaire politique dans son acception large. Ainsi, les imaginaires ne sont pas propres des

Comme Castoriadis le concevait, l'imaginaire est une création incessante et essentielle (socio-historique et psychique) des figures et images

partis, mais ils répondent aux représentations collectives des différents groupes et catégories sociales. Ils constituent un enjeu permanent du conflit symbolique¹. Il s'agit d'une notion contingente et dynamique. Comme Castoriadis le concevait, l'imaginaire est une création incessante et essentielle (sociohistorique et psychique) des figures et images. Cependant, nous soulignons la conception apportée par Straume (2011), pour qui les imaginaires politiques constituent une dépolitisation et un détachement de la sphère politique. Ainsi, l'imaginaire s'oppose à une approche rationnelle². Dans la même veine, on trouve Deleuze (1990), qui le définit d'une façon très opportune : l'« imaginaire, ce n'est pas l'irréel, mais l'indiscernabilité du réel et de l'irréel ». Face à cet imaginaire imposé par le pouvoir, on oppose un imaginaire dont les collectivités s'approprient un cours des choses qui

¹ Encyclopédie *Universalis*, 2012.

² Cette conception est similaire à la notion d'illusion d'Hedges (2009) ou encore à la notion marxiste de fétichisme.

* Hugo Rangel Torrijo a étudié la sociologie, et un doctorat en éducation à l'Université de Montréal. Il réalise des travaux sur les thèmes de la diversité, la démocratie, l'identité et la philosophie politique. Il étudie les politiques éducatives, et il a conduit des recherches internationales sur l'éducation et les problématiques dans les centres pénitentiaires. Il a récemment publié un livre sur la démocratie *Dimensiones e ideales de la democracia*. Il enseigne à l'Université de Guadalajara au Mexique, et il est chercheur (professeur associé) à la Faculté de sciences de l'éducation de l'UQAM.

leur échappe (Rozès, 2006). Comme le proposent Monsivais et E. Morin, on pense qu'il faut aller au-delà de la résignation qui sous-entend accepter l'imaginaire politique imposé.

I- L'échec de l'extrême droite populiste.

Lors des élections qui ont eu lieu au Mexique (en juillet 2012), le parti au pouvoir (*Parti action nationale, PAN*) s'est classé au troisième rang à l'issue du scrutin, et l'ancien parti (PRI) à la tête du système autoritaire revient au pouvoir³. La défaite de la droite (PAN) n'est pas seulement due à l'usure de 12 ans de pouvoir, mais à son échec cuisant à conduire des changements essentiels pour le pays. Ainsi, le bilan en termes démocratiques est un *fiasco*. Ce parti peut être décrit comme conservateur tant sur le plan économique que social. Le PAN s'est constitué dans les faits comme un parti d'extrême droite en raison de son rapport étroit avec le catholicisme le plus réactionnaire (affaiblissant l'État laïc), son opposition à l'avortement, aux droits des femmes, et des homosexuels⁴. Le PAN a même émis d'inquiétantes expressions antisémites⁵. Cette droite a fondé une doctrine de négation de la drogue perçue comme un mal diabolique mettant en péril la famille. Ainsi, sa consommation n'est pas perçue comme un problème social de dépendance⁶. Le gouvernement Calderón a alors entrepris une guerre littéralement contre la drogue, aventure mal planifiée et fort dispendieuse, qui est à l'origine de milliers de victimes (dont des personnes innocentes). Loin d'assurer la sécurité des citoyens, elle a causé une

Le bilan du PAN au pouvoir est particulièrement négatif si on observe les changements essentiels requis pour construire une société plus démocratique

explosion de la violence au pays⁷. Le gouvernement a parié ainsi sur la violence pour attaquer la drogue, mais comme disait le comte de Volney, la violence est l'argument du mensonge⁸. Cette guerre catastrophique s'explique comme la concrétisation d'un populisme sécuritaire suivant la stratégie du président Uribe en Colombie. Contrairement au Québec, pour qui on utilise la formule « révolution tranquille » pour décrire le processus pacifique de modernisation, le Mexique a vécu sous Calderón une « involution violente ». C'est à dire, une régression sur le plan de la modernité, et de la démocratie. Même si on comprend que les transitions ne sont pas linéaires comme le critique Carothers; on s'attendait qu'après une période autoritaire, le PAN contribue à une « transition » vers la démocratie.

Cependant, le bilan du PAN au pouvoir est particulièrement négatif si on observe les changements essentiels requis pour construire une société plus démocratique. Il faut préciser ici que les analystes conservateurs pressent pour l'adoption de réformes, mais ils font allusion aux réformes dites « structurelles », c'est-à-dire à des changements d'ordre économique (libéralisation de l'industrie énergétique, flexibilisation du marché du travail et diminution du fardeau fiscal)⁹. Néanmoins, ces réformes orthodoxes ne visent pas l'évolution de la démocratie. Ces tenants du néolibéralisme ignorent que, comme disait Octavio Paz, sans démocratie, il ne peut pas y avoir une modernité économique. Nous avons déjà (Rangel, 2011) analysé la nature de ce discours économique qui veut s'appropriier, et même substituer la démocratie. Nous avons aussi dressé un bilan de la démocratie au Mexique basé sur trois axes comportant les dimensions essentielles de la démocratie, à savoir, la justice, l'égalité, les droits de la personne dont les libertés essentielles et la gouvernance démocratique. Ainsi, afin d'accomplir ces idéaux au Mexique, il faut entreprendre une

³ Peña Nieto, candidat du PRI, a reçu 38.2% des votes; López Obrador du PRD (gauche) 31.59% et Vázquez Mota du PAN, 25.4%.

⁴ Le gouvernement fédéral et ce parti (PAN) ont combattu les lois émises par la ville de Mexico (gouvernée par la gauche) concernant le droit à l'avortement et le mariage entre les personnes du même sexe.

⁵ Par exemple, le président du PAN, German Martínez C., a publié un article ouvertement antisémite (contre la « cupidité juive », prétextant une critique du fraudeur Madoff) dans El Universal, le 16 décembre 2008. Il faut aussi noter que le « Yunque » est un influent groupe antisémite à l'intérieur du PAN depuis 1955. Delgado, A. *El Yunque, la Ultraderecha en el poder*, Plaza y Valdés, 2003.

⁶ Calderón déclarait que le manque de croyance en Dieu était à l'origine de la consommation de la drogue (journaux nationaux, 27 juin 2009).

⁷ Le journal Milenio a estimé à plus de 40 milliards de dollars (467 mil millions de pesos, 6 avril 2012).

⁸ Par exemple, le gouvernement Calderón soutient que des 60000 morts de la guerre, 90% appartiennent aux narcotrafiquants, cependant il n'y a pas de preuves le démontrant et même pas d'enquêtes judiciaires. Voir *Mexico's War on Drugs*, Human Rights Watch, 2011.

⁹ Ce type de réformes est promu par des organismes comme l'OCDE et l'FMI.

réforme intégrale du système de justice (indépendant du pouvoir politique) et une série des politiques sociales visant la diminution de l'écart énorme entre les riches et les pauvres. Rendre plus d'autonomie aux sociétés d'État pour combattre les conflits d'intérêts et la corruption. À cette fin, réformer, professionnaliser, et rendre indépendantes les institutions de fiscalisation. Enfin, instituer les outils comme le référendum et introduire (comme on a insisté en 2012) d'autres mécanismes de consultation publique. Mais surtout il faut montrer une volonté politique minimale pour mener ces consultations (et le gouvernement Calderón n'en a eu aucune). S'attaquer au corporatisme syndical qui s'immisce dans les affaires publiques, notamment dans l'éducation et les élections. Bref, une démocratisation « substantielle » dont parlait Bobbio et une démocratie critique comme suggère Dussel.

Loin de ces besoins essentiels pour construire une démocratie, le PAN a agi à contrecourant, privilégiant un agenda partisan teinté d'une idéologie conservatrice; suivant les intérêts des personnes et des groupes, plutôt que ceux de la nation. La droite a ainsi consolidé une alliance avec les syndicats les plus corrompus (notamment celui de l'éducation, SNTE), continuant ainsi une logique clientéliste. En conséquence, avec Calderón l'éducation (pourtant centrale pour le développement) a été laissée à la dérive du corporatisme antidémocratique. Le système de justice n'a pas connu des changements radicaux, car la loi de 2008 fût insuffisante et inachevée. Tout au contraire, les institutions de justice ont été utilisées de façon partisane. Ni les corps de police fédérale, ni le système pénal n'ont pas été réformés, tel qu'on le demandait (Rangel, 2009). Ainsi, l'impunité a continué et les institutions de fiscalisation (fragiles et dépendantes du président) n'ont pas stoppé les différentes expressions de corruption. Un autre changement essentiel, celui de la réforme du fédéralisme, n'a pas eu lieu. Un système dysfonctionnel et injuste continue à exister (où les états fournisseurs des ressources comme le pétrole restent les plus pauvres). La seule allusion au fédéralisme est dans la culpabilisation des gouvernements locaux pour les maux du pays. Même les prétendues réussites du gouvernement du

*Une démocratisation
« substantielle » dont parlait Bobbio
et une démocratie critique comme
suggère Dussel.*

PAN, comme la création de l'institut de la transparence et une loi sur le sujet, ont été sabotées par le gouvernement lui-même qui a conduit une gouvernance plutôt opaque. La dite « réforme politique » (à la toute fin du mandat) est plus symbolique et cosmétique que substantielle¹⁰ : Trop peu, trop tard.

Par ailleurs, il faut noter que le PAN a promulgué une loi pour octroyer des permis aux casinos et aux jeux de loterie au secteur privé. Ces permis ont favorisé quelques amis du parti, notamment le consortium de télévision « Televisa ». Même le ministre responsable a avoué que les permis à cette entreprise ont été délivrés dans la conjoncture électorale¹¹. C'est à dire, les contrats ont été octroyés en échange d'une couverture avantageuse pour le parti au pouvoir dans la campagne électorale. Ainsi, au lieu de lutter contre l'écart entre pauvres et riches via l'industrie du jeu, comme on le fait en Amérique du Nord, le gouvernement Calderón a promu la concentration de la richesse en offrant cette industrie à une minorité (Rangel, 2010). De plus, cette industrie est rendue chaotique et même utilisée par le gouvernement comme coffre-fort pour les élections¹². Bref, plus qu'une rupture, l'ascension du PAN au pouvoir a signifié plutôt une continuité, comme le signale l'historien et politologue Meyer (2006).

Sur le plan international, le gouvernement Calderón a littéralement isolé le pays. Les relations avec les États-Unis se sont affaiblies, car le président a ouvertement appuyé le candidat républicain lors des élections en 2008. De plus, il a demandé la

¹⁰ Le décret publié en août 2012 permet la tenue (ambigüe et limitée) des consultations populaires et rend possible aux citoyens de déposer des initiatives de loi. Cette réforme admet aussi les candidatures indépendantes (des partis politiques) aux postes de gouverneurs et président. Ceci est présenté comme une panacée par certains analystes, mais la récente élection l'a démenti car même un candidat prétendant hors des partis traditionnels comme Quadri (Panal); est clairement dépendant des pouvoirs corrompus comme le syndicat SNTE.

¹¹ En mai 2004 des permis autorisés par le ministre Santiago Creel ont été délivrés pour que la compagnie Televisa opère des casinos, 65 bingos et des jeux de loterie. Ces permis ont violé la loi de transparence, car cette information a été « réservée » (*La Jornada*, 14 juillet 2005).

¹² Le journal *Diario de Yucatán*, a dénoncé en avril 2009 que le directeur de la loterie publique (*Lotería Nacional*), Miguel Angel Jimenez, a fait une tentative d'extorsion au journal pour faire de la propagande politique en faveur du PAN lors des élections dans l'État de Campeche (*Excelsior*, avril 2009).

démission de l'ambassadeur des États-Unis à cause de ses commentaires dévoilés par Wikileaks¹³. Au lieu de tisser une coopération bilatérale avec les États-Unis, Calderón a constamment blâmé le trafic d'armes en provenance des États-Unis et même la consommation de drogue dans ce pays (ignorant les lois permettant la consommation médicale)¹⁴. Les rapports avec l'Europe se sont assombrés à cause des violations aux droits de la personne perpétrées dans le cadre de la guerre contre les narcotrafiquants¹⁵. Notamment avec la France, la détention irrégulière d'une citoyenne française et son procès arbitraire, a anéanti les relations diplomatiques et de coopération avec ce pays¹⁶.

II Lecture des discours aux élections

a) La gauche perçue et décrite comme un danger

Certains analystes, signalent que le candidat de gauche n'était pas capable de ressembler l'électorat¹⁷. Ainsi, Oppenheimer prétend que ce candidat n'a pas réussi à se débarrasser de l'image négative qui lui est associée, et qu'il lui manquait l'appui d'un personnage pour rassurer les électeurs.¹⁸ Cependant, ces interprétations font abstraction de la campagne médiatique géante négative que la droite du pays a orchestrée en 2006 contre le candidat de gauche, insistant qu'il était un danger pour le pays. Cette campagne au budget manifestement faramineux le décrivait comme un populiste style Hugo Chavez qui allait abolir les libertés des citoyens et la libre entreprise. C'est à dire, un anticommunisme primaire. Comme

Il faut noter que la droite au pouvoir a été soutenue par la presse officielle, les journalistes, et entrepreneurs qui ont maintenu pendant 6 ans, une campagne permanente contre la gauche et son candidat

résultat, la loi électorale de 2007 a interdit les campagnes négatives¹⁹. Néanmoins, lors des élections de 2012, ce type de campagne a été utilisé à nouveau; ainsi, les médias au service du pouvoir ne respectent pas les lois établies.

Il faut noter que la droite au pouvoir a été soutenue par la presse officielle, les journalistes, et entrepreneurs qui ont maintenu pendant 6 ans, une campagne permanente contre la gauche et son candidat. Par exemple, l'influent historien Krauze, tout comme le président Calderón et la presse officielle ont insisté pendant tout le sexennat, que le candidat de gauche était un « danger pour le Mexique ». Or, l'épithète « dangereux » infligée à l'adversaire politique est peu démocratique, surtout dans un pays où la violence, la corruption et l'impunité semblent être les véritables dangers.

b) Les médias et la presse officielle.

Lors des élections, la télévision n'est pas seulement un moyen de communication, mais aussi un acteur politique puissant. Si le message c'est le médium, comme disait McLuhan, au Mexique les puissantes chaînes de télévision privée (et ses intérêts) se sont confondues avec le message du pouvoir. Aux élections de 2012, on a constaté une sophistication de la manipulation télévisuelle. Les journalistes fidèles au pouvoir ont appuyé la candidate officielle, mais ils ont supporté de façon simultanée ou consécutive le candidat du PRI. Même des membres connus du parti au pouvoir (PAN) comme l'ex-président Fox, a appuyé le candidat du PRI. Il n'y en a pas de trahison, comme disait ironiquement Borges, il y en a qui ont des « loyautés successives »²⁰.

Comme preuve du rapport entre les grandes compagnies de TV et le pouvoir, le journal britannique *The Guardian* a dévoilé des contrats de télévision entre la puissante *Televisa* et le candidat

¹³ Selon l'information dévoilée par Wikileaks, l'ambassadeur Carlos Pascual a signalé des actes de corruption de l'armée du Mexique. Pascual a quitté le poste en 19 mars 2011, suite à la demande de Calderón.

¹⁴ 16 états des États-Unis ont adopté des lois permettant l'usage médical de la marijuana et le Massachusetts a dépénalisé l'usage.

¹⁵ Voir le rapport 2012 d'Amnistie Internationale sur la torture pendant le sexennat de Calderón.

¹⁶ Florence Cassez a été condamnée à 60 ans de prison sous l'accusation d'avoir participé à des enlèvements. Sa détention a été une mise en scène contraire à la réalité du lieu de l'enquête et violant ainsi les garanties d'un procès équitable, selon le juge Zaldivar (20 mars, journaux nationaux du Mexique).

¹⁷ « Pourquoi l'alternance au Mexique a profité au PRI ? ». *Le Monde*. 2 juillet 2012

¹⁸ Oppenheimer suggère même de façon naïve le besoin « d'un Vargas Llosa », pour légitimer le candidat de gauche. Or, cet écrivain a appuyé la droite et lui-même a été battu dans son propre pays en 1990. « México : La tentación del pasado ». *El Nuevo Herald*. 07-13-2012

¹⁹ Cette loi a été consensuelle avec l'appui de tous les partis. Elle a été approuvée au Parlement fédéral et les Parlements locaux pour parvenir à une réforme électorale constitutionnelle (en novembre 2007).

²⁰ Voir Crespo, « Las traiciones de Fox », *El Universal*, 12 juillet 2012.

du PRI, Peña Nieto.²¹ Ainsi, des fortes sommes ont été versées en échange d'une couverture avantageuse lors des élections.

Comme on a vu, les élections sont des plateformes pour tisser des liens avec le gouvernement. Par exemple, en 2007, le gouvernement Calderón a vendu la compagnie d'aviation *Aeroméxico* à la banque *BANAMEX* de propriété espagnole (et pourtant inhabilité par la loi en raison d'être bénéficiaire du sauvetage bancaire, *FOBAPROA*)²². Des nombreux analystes ont signalé qu'un tel favoritisme obéissait à la contribution de la dite banque à la campagne électorale de Calderón de 2006 (campagne de salissage contre le candidat de gauche). Voilà les enjeux économiques des élections.

c) *Les sondages comme arme de propagande*

Les sondages donnaient gagnant depuis des mois au candidat du PRI. Ceux-ci ont été utilisés de manière partisane, la presque totalité des douzaines de sondages montraient un écart énorme, parfois de plus de 30 points sur le plus proche candidat. Les nouvelles et les journalistes proches du pouvoir ont utilisé ainsi ces sondages comme prétexte pour disqualifier et minimiser les adversaires. Il faut noter que le journal *Reforma* a publié un sondage qui donnait quelques points d'écart entre le menant et le candidat de la gauche (proche du score des élections). Cependant, celui-ci a été très mal accueilli par les médias du pouvoir. Le sondage a été vilipendé, ses auteurs attaqués et la maison commanditaire ont été accusés d'agir au service du candidat de gauche. De nombreux analystes ont même qualifié le sondage de « dangereux », supposément pour donner des outils à la gauche qui protesterait ainsi lors de sa défaite certaine²³. Voilà que la presse qui banalisait et justifiait la violence extrême de la guerre contre les narcotrafiquants, sonne l'alarme de la déstabilisation à cause des protestations postélectorales. Pourquoi autant de

Comme on a vu, les élections sont des plateformes pour tisser des liens avec le gouvernement

sondages ont surévalué pour si longtemps le candidat du PRI? Comme le signale le sondeur Meza, « utiliser les sondages 100 fois au niveau national pour discréditer les adversaires, les maisons de sondages et tenter de manipuler l'opinion publique fut un abus monumental ».

C'est ainsi que les élections sont utilisées par les groupes économiques et politiques pour établir des liens économiques avec le gouvernement. Alors, un des problèmes de la démocratie est la permanence des oligarchies (Bobbio, 2001). Au Mexique on les désigne comme des « pouvoirs de facto » (*fácticos*) afin de décrire les pouvoirs méta constitutionnels que détiennent ces puissantes compagnies de TV.

d) *Le mouvement étudiant « #soy132 »²⁴.*

En avril lors d'une conférence du candidat du PRI à l'université *Iberoamericana*, un groupe de jeunes a protesté et questionné le candidat. La presse officielle a vite discrédité les protestataires remettants en cause même leur statut d'étudiants. Cependant, les étudiants ont contesté ces allégations et se sont organisés.

Il se produit alors un mouvement étudiant des universités privées et publiques. Celui-ci fut organisé autour des réseaux sociaux et s'est défini comme non-partisan, mais anti-PRI. Des douzaines de manifestations se sont organisées au pays, surtout dans la ville de Mexico. Le mouvement a questionné particulièrement la neutralité des médias vis-à-vis la campagne électorale. Ainsi, l'imaginaire politique a été dynamisé par ce mouvement social. Malgré ses limitations et contradictions, ce mouvement a apporté des éléments de critique au débat face à une élection marquée par des positions prévisibles et manichéennes des partis politiques. Comme quoi les mouvements sociaux que décrivait Touraine en Amérique latine continuent à avoir une vitalité qu'on croyait essoufflée.

d) *La stratégie postélectorale*

Le parti PRI a gagné en raison de la dynamique d'exclusion discursive et des failles et inégalités dans le processus électoral. Ce parti a utilisé l'infrastructure, les moyens et la machine électorale

²¹ *The Guardian*, a publié documents prouvant l'existence des contrats pour l'élection de 2009.

²² Comme le montrait le journaliste Sarmiento, cette vente fut complètement irrégulière, car les règles ont été violées et modifiées tout au cours de la transaction pour qu'elle soit conclue en faveur de la banque. Lire les articles de Sarmiento, « ¿Arreglo previo? » 19 de octobre 2007 et « Templo Mayor » dans *Reforma*, 18 octobre 2007.

²³ Voir De la Calle, parmi des nombreux articles dans le journal *Milenio*.

²⁴ En référence aux 131 étudiants qui ont manifestés lors de cette conférence.

des gouvernements (la majorité) des états qu'il gouverne. Cela ne signifie pas un retour à un système antidémocratique, car tout simplement le parti PAN n'a pas signifié un changement démocratique pour le pays. Bien que le PRI soit un parti de droite plus modéré, il promet des changements qui n'a pas su faire pendant des décennies.

La gauche a entrepris des démarches légales pour contester les nombreuses irrégularités, notamment ce qu'on appelle l'achat du vote, mais le Tribunal électoral a jugé qu'il n'avait pas eu assez des preuves. Néanmoins, la presse officielle montre ces démarches comme un témoignage que l'opposition est antidémocrate.

Toute contestation est ainsi présentée comme une orchestration manipulée. Il y a même des journalistes qui ont responsabilisé le candidat de gauche pour des insultes qu'ils reçoivent de la part des lecteurs: « c'est une machine à effrayer », se plaint un²⁵. D'autres l'accusaient de terrorisme et même de briser l'unité nationale lors des Jeux olympiques. La gauche est aussi le bouc émissaire du manque de démocratie syndicale. Ainsi, pour se légitimer, la classe au pouvoir impose un imaginaire politique montrant la gauche comme symbole de l'intolérance et anti démocratie.

Au lieu de nous livrer à un exercice arrogant de signaler qui doit diriger le parti de gauche (critique souvent adressée par le pouvoir)²⁶, nous avons proposé la démocratisation des partis politiques (auteur, 2011). Car actuellement la politique des partis est le résultat (comme le signale Monsiváis, 2009) l'apogée des bureaucrates et le manque de participation des citoyens. Les énormes subventions aux partis politiques que le Mexique octroie peuvent être ainsi conditionnées à des critères de démocratisation, notamment la transparence²⁷. De

plus, cette proposition est faisable dans le système de partis du Mexique. Cette réforme des partis, pourtant essentielle, reste souvent oubliée dans les constructions des démocraties à échelle internationale, comme le signale Carothers²⁸.

D'autre part, même si on considère que les réclamations de la gauche sont exagérées, on parle d'une option qui a reçu 16 millions de votes (la deuxième force politique à la chambre de députés). J'ai même proposé d'adopter au Mexique la figure d'opposition officielle (Rangel, 2011). Une telle figure d'une deuxième force politique (de n'importe quel parti) donnerait une voix permanente dans les affaires publiques et le débat national. Cependant, l'*establishment* du pays protège le sacrosaint présidentielisme. Les défenseurs du pouvoir perçoivent mal une figure d'opposition officielle sur la scène publique, un perdant dans les élections « doit se taire ». Voilà un autre principe de l'imaginaire politique imposé. Pourtant, la démocratie a besoin de la polyarchie, c'est à dire, plusieurs axes de pouvoir, dont la voix de l'opposition comme dans le système parlementaire anglais et canadien²⁹.

Dans ce contexte, la fonction de l'imaginaire est liée à la définition apportée par Straume, c'est à dire, comme la dépolitisation et le détachement des citoyens, on constate le désenchantement des citoyens à l'égard des partis et des élections

Notes finales. Pour une démocratie malgré les élections.

Le discours officiel au Mexique veut que la démocratie soit un fait accompli, d'où l'importance accordée aux élections et les dépenses publiques faramineuses dans les campagnes. C'est dans ce contexte que l'opposition est utilisée comme le bouc émissaire des failles du système. C'est pourquoi il est important de questionner et mettre en perspective critique cet imaginaire politique, car c'est ainsi que l'agenda de démocratisation a été remporté, et écarté par les groupes de pouvoir.

²⁵ Héctor Aguilar Camín, « El odio », *Milenio*, 18 juillet 2012.

²⁶ Le journal espagnol *El País* a fait un appel pour « se débarrasser de ce fardeau » (le candidat de gauche). La même réclamation a été formulée par Krauze (2012) parmi d'autres journalistes.

²⁷ En 2012, les partis politiques ont reçu un budget de 393 millions de dollars (5, 292 millions de pesos. *El Universal*, 21 décembre 2011).

²⁸ Carothers, *Confronting the Weakest Link: Aiding Political Parties in New Democracies*. Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2006.

²⁹ On n'utilise pas ici le concept de polyarchie comme un système défini spécifiquement par Dahl, mais dans un sens large de pluralité des centres de pouvoir.

Dans ce contexte, la fonction de l'imaginaire est liée à la définition apportée par Straume, c'est à dire, comme la dépolitisation et le détachement des citoyens, on constate le désenchantement des citoyens à l'égard des partis et des élections. En effet, Monsiváis décrivait les perceptions négatives sur la politique exprimées dans l'imaginaire politique que finit par installer un conformisme. Ceci est compréhensible à la lumière des irrégularités et le manque d'engagement de la classe politique avec les citoyens et leurs problèmes. De plus, les corporations des médias sont bénéficiaires des campagnes électorales. Celles-ci représentent une juteuse affaire pour les médias, notamment la télévision. Les pouvoirs politiques sont ainsi renforcés. Notons que les élections au Mexique sont extrêmement onéreuses, elles contrastent avec les besoins et la pauvreté d'une partie importante de la population³⁰.

Lors de cette élection ni la campagne électorale ni les allégations post scrutin abordent, avec la profondeur requise, les problèmes qui préoccupent les citoyens, ni les moyens démocratiques pour y faire face. Par exemple, une préoccupation des Mexicains est la violence et l'insécurité. Mais pour atteindre la paix durable, il n'y a d'autre base que la justice (Mirabeau, 1973, p. 30). En effet, les réformes radicales du système de justice, les politiques sociales, les transformations institutionnelles pour accéder à la démocratie, enfin, l'agenda de la démocratisation du pays reste à faire. Cependant, la faisabilité d'un tel défi démocratique se voit bloquée en raison d'un imaginaire politique qui rend indiscernable le réel et l'irréel comme le signale Deleuze.

Certes, on constate une société civile critique qui détient de plus en plus de poids au pays. Dans ce sens réside la pertinence de transformer cet imaginaire politique. Cependant, on ne prétend pas que les changements de l'imaginaire suffissent. Nous avons proposé plusieurs instruments afin de faire avancer la démocratie. Mentionnons les consultations publiques ; l'adoption de la figure d'opposition officielle ; conditionner la subvention

aux partis politiques à l'application très stricte de règles de démocratisation ; soumettre les syndicats à la transparence; adopter des outils de fiscalisation et vérification indépendants... enfin des instruments institutionnels permanents (plutôt que sexennaux) et pourtant à la merci des pouvoirs politiques.

Certes, on constate une société civile critique qui détient de plus en plus de poids au pays. Dans ce sens réside la pertinence de transformer cet imaginaire politique

C'est ainsi qu'il faut réaffirmer l'importance de la démocratie au-delà et malgré les élections, car ce processus reste éloigné des citoyens. Comme quelqu'un qui a vécu l'étape autoritaire du Mexique, je valorise fortement (malgré les irrégularités) la tenue d'élections pluralistes. Cependant, celles-ci n'assurent aucunement les principes démocratiques. C'est alors qu'un nouvel imaginaire politique s'avère nécessaire afin de faire face à l'agenda de démocratisation dont le pays a besoin criant.

³⁰ Le coût officiel fût de 1.18 milliard de dollars (y compris le budget des partis et l'opération de l'institut fédéral des élections, IFE) *El Universal* (21 décembre 2011).

Bibliographie complémentaire

Bobbio, Norberto, *El Futuro de la Democracia*. FCE, México, 2001.

Dahl, Robert, *On Democracy*. Yale University Press, 2000.

Dussel, Enrique. *20 Tesis politicas*. FCE, México, 2006.

Deleuze, Gilles, *Pourparlers*. 1972-1990. Minuit, Paris, 1990.

Krauze, « México : democracia en construcción ». *El País*, 5 juillet, 2012.

Meza, Andrés « Daño collatéral ». *Reporte indigo*, 4 juillet 2012.

Mirabeau, *Discours*, Gallimard, Paris, 1973.

Monsivais, C. « Del imaginario politico ». *El Universal*. 31 mai 2009.

Meyer, Lorenzo, *El Espejismo democrático. De la euforia del cambio a la continuidad*. Oceano, México. 2006.

Morin, E. (2006) *Pour un nouvel imaginaire politique*. Fayard, Paris.

Rangel, H. « Legitimidad de la participación ciudadana en la democracia. Cooptación vs. anclaje democrático ». Dans *Participación ciudadana*. U. de G. 2012.

Rangel, H. *Dimensiones e ideales de la Democracia*. U. de G. 2011.

Rangel, H. « Más allá del azar. Por unas políticas democráticas de la industria del juego para el beneficio publico ». Congreso estudios regionales. México, 2010.

Rangel, H. *Mapa regional educación en prisiones*. , Eurososial, París, 2009.

Rozès, Stéphane, « Fragmentation sociale et imaginaire politique », Dans *La société française : entre convergences et nouveaux clivages*, Centre d'Analyse Stratégique, 2006.

Straume, Ingerid, « The Political Imaginary of Global Capitalism ». Dans: *Depoliticization; The Political Imaginary of Global Capitalism*. NSU Press. 2011.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).